

Direction de l'aménagement des territoires et  
de la transition écologique

Cayenne, le 15 septembre 2025

Service prévention des risques et industries  
extractives

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Auplata Mining Group**

ZI Dégrad des Cannes  
Immeuble CIMEG  
97354 Remire-Montjoly

Références : DGTM/DATTE/SPRIE/2025/888  
Code AIOT : 0006900292

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement AMG implanté Mines de DIEU MERCI 97312 Saint-Élie. L'inspection a été annoncée le 20/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMG
- Mines de DIEU MERCI 97312 Saint-Élie
- Code AIOT : 0006900292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Auplata Mining Group (AMG) exploite une mine d'or au lieu-dit Dieu Merci, sur le territoire communal de Saint-Élie en Guyane française.

AMG dispose, sur ce site, d'équipements et installations minières industrielles comprenant :

- une zone d'extraction du minerai d'or primaire ;
- une usine de cyanuration ;
- des ouvrages de gestion des eaux et des résidus ultimes décyanurés ;
- des ateliers de maintenance pour les équipements ;
- un laboratoire permettant l'analyse et la production du concentré aurifère.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Risque toxique
- Surveillance des digues

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
3	Émissions diffuses HCN	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.1.6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites des concentrations en HCN des émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.2.1.1	Sans objet
4	Émissions accidentelles HCN	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.4	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.4.1	Sans objet
6	Valeurs limites des rejets internes	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.3.2	Sans objet
7	Valeurs limites des rejets externes	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.3.1	Sans objet
9	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.2.1	Sans objet
10	Plan d'Opération Interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.3.2	Sans objet
11	Surveillance des digues	Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 8.1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fréquence de surveillance des rejets est conforme à l'arrêté préfectoral d'exploiter. Les rejets externes sont inférieurs au seuil réglementaire. Pour le point de rejet interne, de légers dépassements ont pu avoir lieu au cours de l'année mais l'exploitant met en œuvre des actions pour rétablir des concentrations conformes.

Les mesures relatives aux rejets atmosphériques n'ont pas été réalisées depuis novembre 2024. Toutefois, les résultats de l'année 2024 restent inférieurs aux valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral.

La surveillance des digues est assurée de manière conforme sur le site, cependant l'exploitant veillera à consigner les actions réalisées dans le cadre de la surveillance quotidienne dans un registre.

2-4) **Fiches de constats**

**N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.3.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure une surveillance des rejets n°3 (laveur de gaz détox), n°4 (laveur de gaz élution) et n°6 (process de régénération des charbons) dans les conditions suivantes :	
<b>Paramètre</b>	<b>Fréquence</b>
HCN (acide cyanhydrique)	Mensuelle pendant les six premiers mois puis adaptable selon les résultats
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a remis un rapport relatif aux rejets atmosphériques en cyanure d'hydrogène (HCN), daté du 27 mai 2024. Ce document présente les résultats des mesures effectuées par la société CHAUVIN ARNOUX intervenue sur le site le 26 juin 2024 et font l'objet de la fiche de constats n°2. Post inspection, l'exploitant a communiqué les résultats d'un second contrôle réalisé le 27 novembre 2024 qui concerne les rejets de métaux lourds et de mercure. Les résultats de ce second rapport sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.  Depuis cette date, aucune nouvelle mesure des rejets atmosphériques n'a été réalisée sur l'usine de cyanuration, ce qui constitue un non-respect de la fréquence d'autosurveillance exigée.  Toutefois, l'exploitant indique être en train de rédiger une convention avec l'APAVE en vue d'assurer le suivi des rejets atmosphériques. Cette convention prévoit une fréquence de contrôle conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, la convention établie avec l'APAVE.  L'exploitant reprend la réalisation de mesures mensuelles des émissions canalisées dans les plus brefs délais, et au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2026. Les résultats des 6 premiers mois de l'année 2026 seront transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2026.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois	

**N° 2 : Valeurs limites des concentrations en HCN des émissions canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.2.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à une teneur en O <sub>2</sub> de 15 % sur gaz sec. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. L'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous :			
<b>Paramètre (Concentration mg/Nm<sup>3</sup>)</b>	<b>Conduit n°3</b>	<b>Conduit n°4</b>	<b>Conduit n°6</b>
HCN	5	5	5
<b>Constats :</b>  Les résultats du dernier rapport (intervention du 26 juin 2024) montrent que les concentrations en HCN sur les points de rejets n°3 (laveur de gaz détox) et n°4 (laveur de gaz élution) sont inférieures à la valeur limite de 5mg/m <sup>3</sup> .  La concentration moyenne obtenue sur le point de rejet n°4 est de 2,97 mg/m <sup>3</sup> sur gaz sec à 15% d'O <sub>2</sub> et sur le point de rejet n°3 de 1,022 mg/m <sup>3</sup> . Le rapport du 26 juin 2024 ne comporte pas de mesures relatives au conduit n°6.  Au regard des résultats, une réduction de la fréquence mensuelle pourrait éventuellement être envisagée. Toutefois, cela nécessite que l'inspection des installations classées dispose de résultats récents confirmant les valeurs observées au cours des années précédentes.			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure de réaliser des mesures sur l'ensemble des points de rejet définis dans son arrêté d'autorisation d'exploiter.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 3 : Émissions diffuses HCN**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.2.1.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le HCN diffus est mesuré au niveau des cuves de l'usine et au sein du parc à résidus. L'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous :	
<b>Paramètre</b>	<b>Valeur limite</b>
HCN	5 mg/m <sup>3</sup>
La fréquence de l'autosurveillance du paramètre HCN au niveau de l'usine et des parcs à résidus est mensuelle pendant les six premiers mois puis adaptable selon les résultats.	

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures concernant les émissions diffuses de HCN n'ont pas été réalisées depuis le 27 novembre 2024. La fréquence de l'autosurveillance mensuelle requise au cours des six premiers mois n'a donc pas été respectée.</p> <p>Les résultats de cette intervention indiquent une concentration moyenne de 0,000024 mg/m<sup>3</sup> au niveau du parc à résidus et de 0,000023 mg/m<sup>3</sup> au niveau de la base vie.</p> <p>Au regard des résultats, une réduction de la fréquence mensuelle pourrait éventuellement être envisagée. Toutefois, cela nécessite que l'inspection des installations classées dispose de résultats récents confirmant les valeurs observées au cours des années précédentes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit reprendre la réalisation de mesures mensuelles des émissions diffuses en HCN dans les plus brefs délais, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026. Les résultats des 6 premiers mois de l'année 2026 seront transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 4 : Émissions accidentelles HCN

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque toxique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de dépassement d'une mesure dans un des conduits, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour l'arrêt de la pollution, et si nécessaire déclenche l'évacuation de la zone concernée.</p> <p>En cas de dépassement de HCN diffus, l'exploitant prend les dispositions décrites dans sa procédure d'urgence (paragraphe 2.5 de la partie 8 de l'étude de dangers).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de dépassement d'une valeur limite en HCN dans l'atmosphère, l'exploitant a établi une procédure référencée PR-S-003, révisée en 2022. Cette procédure définit les mesures d'évacuation à mettre en œuvre et a fait l'objet d'un exercice le 28 mars 2025.</p> <p>L'exploitant a également mis en place une fiche réflexe en cas de dégagement gazeux, référencée PR-EIPS-001.</p> <p>Ces documents sont affichés dans les lieux fréquentés par le personnel. Les employés sont régulièrement sensibilisés à ces consignes, notamment à travers la tenue hebdomadaire de quarts d'heure sécurité. Le dernier quart d'heure sécurité relatif aux consignes d'évacuation s'est tenu le 28 août 2025.</p> <p>Toutefois, les documents présentés ne mentionnent pas les mesures nécessaires à l'arrêt de la pollution et la mise en sécurité des installations, telle que définies dans la partie 8 de l'étude de dangers (arrêt de broyeur à boulet, maintien de l'agitation des cuves et du système de régulation du pH, etc.).</p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant complète ces procédures en intégrant les mesures nécessaires à l'arrêt de la pollution et la mise en sécurité des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Surveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Fréquence et modalité de surveillance de la qualité du rejet aqueux interne au point A :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de mesure
Débit	Continu par sonde/compteur	Continue
pH	Continu par sonde	Continue
Cyanures facilement libérables	Journalier	Journalier sur 24h moyen
Humidité	Journalier	Journalier sur 24h moyen

Un enregistrement des mesures quotidiennes permet de disposer de l'évolution des teneurs en cyanures dans le bassin en tout temps. La périodicité de mesure du paramètre cyanures facilement libérables est journalière.

Fréquence et modalité de surveillance de la qualité des rejets aqueux externes aux points de rejet 1 à 5 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de mesure
Débit	continu par sonde/compteur	continue
pH	journalier	journalier sur 24 moyen
Cyanures totaux	journalier	journalier sur 24 moyen
Humidité	journalier	journalier sur 24 moyen

**Constats :**

La réalisation des mesures relatives aux paramètres de suivi continu et journalier de la qualité des rejets aqueux internes et externes est assurée par le laboratoire de l'exploitant.

Les mesures pour le point de rejet interne A et les points de rejet externes n° 1, 2 et 3 sont effectuées selon la fréquence définie dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, et consignées dans un registre sous la forme d'un tableau Excel. L'inspection des installations classées a pu vérifier que les mesures quotidiennes des jours précédents l'inspection, au niveau de ces points, ont bien été réalisées.

La surveillance du point de rejet n°4 n'a pas pu être effectuée de manière quotidienne car celui-ci est asséché. La réalisation de mesures n'est donc pas possible. La surveillance du point n°5 est assurée de manière hebdomadaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant assure un suivi quotidien des rejets aqueux au point n°5.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites des rejets internes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Point de rejet référencé A

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°A (Concentration en moyenne journalière)
Cyanures facilement libérables	1390	5 ppm

**Constats :**

Au niveau du point de rejet interne référencé A, la concentration en cyanure est, de manière générale, inférieure au seuil de 5 ppm. Cependant, de légers dépassements ont été observés au cours de l'année 2025.

Sur les trois derniers rapports précédant l'inspection (mai, juin, juillet 2025), les résultats concernant les concentrations en cyanure sont les suivants :

- mai : léger pic de 5,63 ppm le 3 mai 2025 (cf. diagramme en annexe) ;
- juin : pic survenu le 16 juin 2025, de 6,38 ppm (cf. diagramme en annexe) ;
- juillet : aucun dépassement relevé, la concentration maximale mesurée ne dépasse pas les 2 ppm (cf. diagramme en annexe).

Lors d'un dépassement de seuil, l'exploitant réajuste les consignes de préparation afin de diminuer la concentration d'attaque ainsi que la vitesse des pompes, dans le but de ramener la concentration en cyanure en dessous de 5 ppm.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 7 : Valeurs limites des rejets externes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 3.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).			
Paramètre	Code SANDRE	Rejets 1 à 5	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Hydrocarbures totaux	7009	10	3
Mercure	1387	0.05	0.01
Arsenic	1369	0.05	0.01
Cyanures totaux	1390	0.1	0.2
<b>Constats :</b>			
Sur l'année 2025, pour l'ensemble des points de rejet externes (n°1 à 5), les valeurs obtenues n'ont pas dépassé le seuil de détection de l'appareil de mesure de 0,05 ppm. Une seule exception a été relevée le 18 février 2025, avec une concentration de 0,08 ppm au niveau du point de rejet n° 1, ce qui reste toutefois inférieur au seuil réglementaire de 0,1 ppm.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 8 : Dispositifs de rétention et de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.1.6	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution accidentelle	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
L'ensemble du bâtiment de l'usine est implanté sur une surface étanche formant une rétention. Les cuves de mise en solution disposeront également de manière individuelle d'une rétention. Les canalisations contenant des produits dangereux seront identifiées, et leur intégrité sera vérifiée de manière régulière.	
L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>- de rétentions de capacité suffisante pour assurer le stockage des liquides polluants.</li><li>- d'une rétention d'un volume de 550 m<sup>3</sup> associée aux cuves stockant la pulpe cyanurée dans l'usine CIL.</li><li>- de kits antipollution et de barrages flottants permettant de circonscrire tout déversement accidentel.</li></ul>	
<b>Constats :</b>	
Lors de la visite terrain, l'inspection des installations des classées a pu vérifier le dispositif de rétention. Celui-ci est conforme et tient compte des incompatibilités entre produits.	

<p>Les canalisations contenant des produits dangereux sont identifiées (cf. photographie en annexe). Le sens d'écoulement y est indiqué, et les pictogrammes de dangers sont présents.</p> <p>L'intégrité de l'ensemble du dispositif (étanchéité des canalisations, des pompes, des cuves, etc.) est vérifiée régulièrement et les résultats sont consignés dans un registre en cours de numérisation. L'inspection des installations classées a pu consulter le dernier rapport de vérification réalisé.</p> <p>Le site ne dispose actuellement pas de kits antipollution ni de barrages flottants. L'exploitant indique que les kits antipollution ont été commandés et que leur acheminement est en cours.</p> <p>Lors de la visite terrain, au niveau de la zone d'extraction, l'inspection des installations classées a constaté que certains fûts contenant des huiles pour moteurs thermiques n'étaient pas stockés sur rétention (cf. photographie en annexe).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se munir et de disposer sur son site de kits antipollution ainsi que de barrages flottants.</p> <p>L'exploit doit veiller à ce que tous les produits dangereux soient entreposés sur des dispositifs de rétention adaptés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrières de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant rédige la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément de mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des mesures de maîtrise des risques a été présentée lors de l'inspection. Les équipements importants pour la sécurité (EIPS) ont été identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées s'est intéressée au suivi des détecteurs fixes et mobiles de cyanure. Un registre de maintenance est tenu par l'exploitant référencé EN-EIPS-004 pour les appareils fixes et EN-EIPS-001 pour les appareils mobiles.</p>

L'étalonnage de ces détecteurs est assuré de manière régulière. L'exploitant a été formé par l'entreprise BE-ATEX afin de pouvoir réaliser lui-même l'étalonnage. La méthodologie utilisée pour étalonner les appareils fait l'objet d'une procédure dédiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Plan d'Opération Interne (POI)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 6.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'urgence

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard six mois après la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Le plan d'opération interne (POI) du site de Dieu Merci a été révisé le 13 juin 2025 et communiqué à l'inspection des installations classées.

L'exploitant modifie dans son plan les coordonnées de la DGTM par celles de l'astreinte ICPE :

- Téléphone 24h/24 : +594 694 23 18 22
- Mail : dgtm-datte-astreintes-icpe@guyane.gouv.fr

Un exercice POI est prévu pour le premier semestre de 2026.

L'exploitant veillera à mettre à jour son POI avant le 1er janvier 2026 afin d'intégrer, conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié par l'arrêté du 22 septembre 2021, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Surveillance des digues**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/12/2024, article 8.1.4

**Thème(s) :** Autre, Surveillance des ouvrages

**Prescription contrôlée :**

La fréquence minimale de contrôle des dispositifs de surveillance est la suivante :

- le suivi des bornes d'alignement topographique (valeur de nivellement) : hebdomadaire
- le suivi des inclinomètres : hebdomadaire
- la mesure des niveaux d'eau dans les piézomètres : hebdomadaire
- le levé topographique des digues : semestriel

Pour les digues Ovide 1, 2 et 3, et César Sud Est 1, 2, 3, 4 et 5, l'exploitant établit un protocole de surveillance à destination du personnel en charge du suivi des digues, conformément à l'expertise INERIS de 2024.

Surveillance quotidienne

La surveillance quotidienne doit être matérialisée sur un registre laissé à disposition de l'inspection des installations classées et doit permettre de relever :

- la date, les conditions météorologiques et les conditions d'exploitation ;
- les indices de mouvements en crête, sur les parements et en pied de remblai ;

- les indices de percolations sur le parement et en pied de remblai.  
Toute anomalie relevée lors de la surveillance quotidienne doit être suivie par l'intervention d'un géotechnicien.

#### Surveillance hebdomadaire

La surveillance hebdomadaire doit être matérialisée sur un registre laissé à disposition de l'inspection des installations classées et doit permettre de relever :

- le niveau de surnageant relevé sur une échelle limnimétrique ;
- les volumes amenés et pompés ;
- le suivi de la pente des remblais ;
- la surveillance des canaux de dérivation ;
- les travaux d'entretien effectués ;
- la mesure du niveau d'eau au niveau des piézomètres et le suivi des inclinomètres ;
- les incidents et dysfonctionnements du bassin ou ceux de l'exploitation ayant des implications au niveau du bassin (système d'amenée et de pompage par exemple) et leur traitement.

Toute anomalie relevée lors de la surveillance hebdomadaire doit être suivie par l'intervention d'un géotechnicien.

#### Surveillance semestrielle

Une revue semestrielle doit être réalisée par un bureau d'études extérieur. Elle doit permettre notamment de contrôler :

- le bon état général des digues ;
- la vérification de la pente des digues et la vérification des inclinomètres ;
- l'éventuel mouvement des ouvrages par repères ou relevés topographiques ;
- le suivi régulier des digues par l'exploitant.

#### **Constats :**

Le suivi des digues fait l'objet d'un mode opératoire et d'une procédure référencé PR-EIPS-005.

La surveillance quotidienne est assurée par l'exploitant cependant, celle-ci n'est pas matérialisée dans un registre.

Lors de l'inspection l'exploitant a présenté le registre de surveillance hebdomadaire. L'inspection des installations classées a pu vérifier le suivi effectué par l'exploitant pour les semaines précédant l'inspection.

Le dernier rapport semestriel de suivi géotechnique et hydrogéologique, daté de juin 2025 et réalisé par la société MINE&AVENIR, a été communiqué. Ce rapport faisait état d'un rappel urgent visant à achever la mise en place du dispositif d'auscultation (piézomètre et inclinomètre) sur la digue César Sud-Est n°3. Depuis, le dispositif a été installé et sa présence a pu être vérifiée sur le terrain le jour de l'inspection (cf. photographies en annexe).

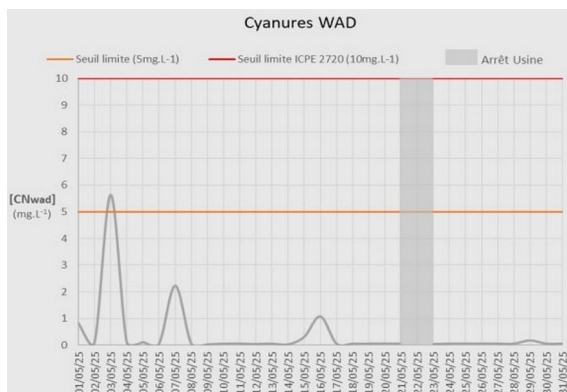
#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place un registre de suivi quotidien des digues.

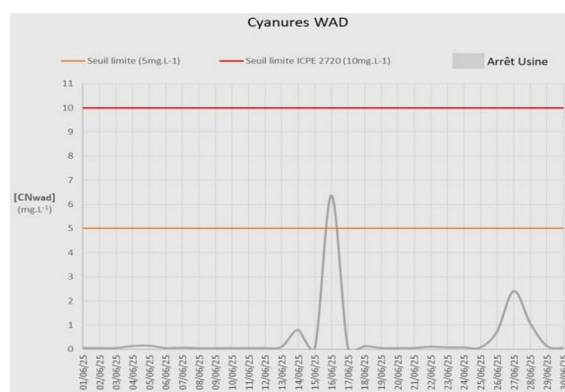
**Type de suites proposées :** Sans suite

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

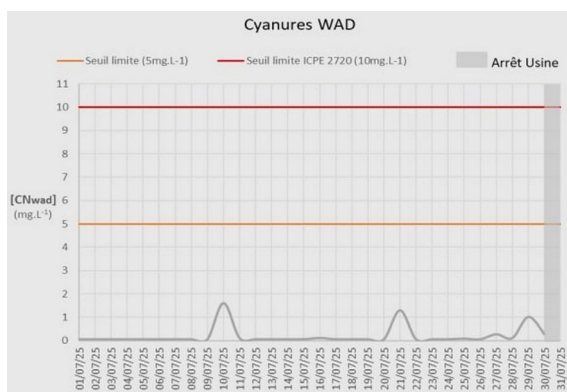
### N°6 : Valeurs limites des rejets internes



*Suivi quotidien des rejets aqueux en cyanure de mai*



*Suivi quotidien des rejets aqueux en cyanure de juin*



*Suivi quotidien des rejets aqueux en cyanure de juillet*

### N°8 : Dispositifs de rétention et de confinement



*Stockage sans rétention*



*Identification des canalisations*

N°9 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)



*Détecteur fixe d'HCN*

N°11 : Surveillance des digues



*Vue aérienne des digues César Sud-Est*



*Digue avec son dispositif d'auscultation*